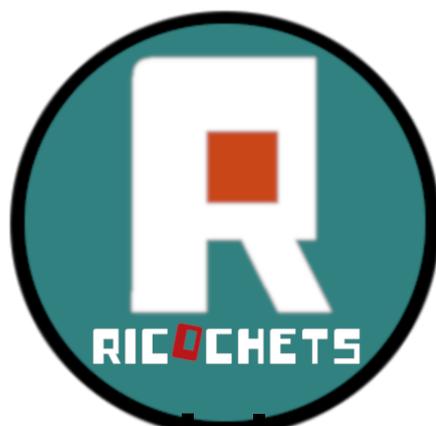


<https://ricochets.cc/La-guerre-sociale-est-declaree-des-dizaines-de-millions-de-personnes-en-colere-en-france.html>



La guerre sociale est déclarée - des dizaines de millions de personnes « en colère » en france

- Les Articles -

Date de mise en ligne : jeudi 12 janvier 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

L'étincelle de la contre-réforme des retraites suffira-t-elle à mettre le feu aux poudres ?

Cette bataille sera-t-elle le moment de la (re)naissance inattendue d'un puissant mouvement subversif et offensif qui élargit les objectifs et les actions, ou la continuation de l'enlisement dans le sectoriel, le réformisme, le défensif qui laisse intactes les structures sociales, politiques et économiques ?

Les forces collectives de contestation vont-elles s'organiser (se coordonner, s'allier...) et s'émanciper des impasses tièdes portées par les syndicats et partis de gauche ?

Si ça se trouve, une offensive ambitieuse et forte motiverait davantage que des actions défensives « classiques » ? Comme il faudra lutter et à faire grève de manière forte pour faire chuter cette contre-réforme, autant viser beaucoup plus loin que le retrait ?



La guerre sociale est déclarée - des dizaines de millions de personnes « en colère » en france

4 LA GUERRE SOCIALE EST DÉCLARÉE : NE BATTONS PAS EN RETRAITE 4

- Quelques munitions contre l'offensive du gouvernement -

C'est Elisabeth Borne, Première Ministre de Macron, qui a lancé ce 10 janvier le coup d'envoi de la bataille des retraites. Dans une conférence de presse, elle a indiqué que le gouvernement voulait repousser l'âge légal de la retraite à 64 ans et exiger 43 ans de cotisations pour pouvoir avoir une retraite à taux plein. Une mesure qui condamne les plus pauvres à mourir au travail ou à finir dans une misère totale, et ne servira qu'à faire des cadeaux fiscaux aux grands patrons. Quant aux jeunes, il n'est même pas question de leur donner de retraite avant la fin du monde. On fait le point.

4 Une attaque illégitime et inutile

« Nombre de nos compatriotes ont voté ce jour pour moi, non pour soutenir les idées que je porte, mais pour faire barrage à l'extrême droite. Et je veux ici leur dire que j'ai conscience que ce vote m'oblige pour les années à venir. » Emmanuel Macron, avril 2022

Quelques mois plus tard, le même Macron prétend qu'il a été élu sur un « programme » et qu'il compte donc casser les retraites en toute sérénité. La conséquence d'un hold-up électoral digne des plus grands braqueurs. D'autant que

Macron avait aussi juré en 2017 : « Je ne modifie pas l'âge de départ à la retraite durant le quinquennat, je ne modifie pas non plus les règles ». Il avait même affirmé qu'il serait injuste de repousser cet âge, étant donné le nombre de chômeurs. Mais les mensonges n'abusent que ceux qui y croient.

En revanche, factuellement, le système de retraite n'est ni en danger ni déficitaire, comme aiment le prétendre les néolibéraux. Le COR, le Conseil d'Orientation des Retraites, une institution gouvernementale, estime même que le système est excédentaire en 2022 et le sera d'avantage dans les années à venir. Il n'y a aucun besoin, même d'un point de vue économique, d'imposer cette mesure. C'est une pure offensive idéologique. Une attaque en pleine crise sociale.

70% des français sont opposés à la mesure. En fait, seuls les français déjà retraités sont favorables au recul de l'âge de départ ! Un sondage Ifop pour Politis vient de mesurer que 68% veulent un retour de cet âge à 60 ans. Tout l'inverse du plan Macroniste.

4 Cadeaux aux patrons

Mais alors, pourquoi imposer cette mesure, impopulaire et inutile, en pleine crise sociale ? Pour faire plaisir aux patrons. Cette réforme a pour but de compenser la baisse des impôts pour les grandes entreprises, à savoir la suppression de la CVAE - la « cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ». C'est écrit noir sur blanc dans le projet de loi qui vient de sortir. On casse les retraites pour faire un cadeau fiscal aux patrons.

Autrement dit le gouvernement prépare une bataille sociale historique car il refuse de demander aux plus riches de payer un peu plus d'impôts. Dit encore plus clairement : on va laisser mourir à la tâche des ouvriers pour permettre à des cadres de toucher de grosses retraites et à des patrons de se gaver encore plus.

4 Mourir au taff ou finir sa vie dans la pauvreté

En France, l'espérance de vie en bonne santé est de 62 ans. C'est l'âge moyen jusqu'au quel on arrive encore à être autonome. Et ce n'est qu'une moyenne, cet âge est beaucoup plus bas pour les gens qui font des boulots pénibles. Des retraites au-delà de 62 ans, cela revient à tuer à la tâche des millions de travailleurs. À 62 ans, 25% des plus pauvres sont déjà morts.

De même, après 60 ans, selon le rapport du COR, seulement 35,5% de cette tranche d'âge occupait un poste en 2021. Les deux tiers des hommes et des femmes de cette tranche d'âge n'étaient pas en activité. Donc ils survivent grâce au chômage, RSA, arrêt maladie. Ou prennent une retraite anticipée, ridiculement basse, qui permet à peine de tenir.

Car c'est bien cela l'enjeu. Macron n'imagine pas les ouvriers trimer jusqu'à 64 ans, voire au delà. Il fait le pari que beaucoup de travailleurs partiront plus tôt, ce qui permettra de baisser massivement les pensions. Nous allons vers une explosion de la misère chez les plus âgés.

Et pour les plus jeunes ? La durée de cotisation passerait à 43 annuités. 43 ans de turbin sans interruption pour espérer avoir une retraite. Dans ce scénario, il faudrait commencer à cotiser, sans s'arrêter, à 21 ans. Le premier emploi stable chez les jeunes est en moyenne à 27 ans. Donc pas de retraite à taux plein avant 70 ans, et encore s'il n'y a aucune période de chômage, de précarité, d'arrêt... Bref, c'est mort.

4 Flics et députés pas concernés

Les militaires et les policiers « dont les métiers sont plus dangereux, pourront continuer à partir plus tôt », a assuré la première ministre. Ces professions sont pourtant beaucoup moins dangereuses, en nombre de mort au travail, que maçon, éboueur ou carreleur, qui subiront de plein fouet la réforme. En fait, le gouvernement protège ses forces armées et répressives, qui ont déjà tous les droits dans ce pays. De même, les députés et sénateurs conserveront leur régime spécial. Le gouvernement ose parler « d'équité » à propos de ces exceptions.

4 Alliance des droites ou 49.3 ?

Comment le gouvernement, minoritaire à l'assemblée, va-t-il faire ? Deux scénarios. Le 49.3, classique, déjà utilisé 10 fois en quelques mois pour imposer une loi sans vote. Ou alors l'alliance des droites. Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement a « tendu la main » aux Républicains il y a deux jours. Éric Ciotti, nouveau président du parti LR, a dit qu'il était « prêt à voter la réforme, sous certaines conditions ». Et ce mardi, LR déclare que la droite est « satisfaite d'avoir été entendue ». Il y aura donc probablement une coalition de droite plus ou moins extrême, minoritaire dans les urnes mais possédant la majorité des députés à l'Assemblée, pour saccager une conquête

sociale

4 Et maintenant ?

Rappelons qu'il s'agit d'un deuxième round. Macron avait déjà tenté d'attaquer fin 2019 sur les retraites. Il y avait eu des semaines de grève chez les cheminots, des millions de personnes dans les rues, des blocages, de sérieux affrontements. Macron, empêtré dans des scandales, notamment sa connivence avec la multinationale des retraites privées Black Rock, avait battu en retraite, en appuyant sur pause au moment du confinement.

Il tente un deuxième assaut en 2023. Cette fois ci, même la CFDT s'oppose à la réforme, il pourrait y avoir du monde lors de grosses manif isolées, mais n'attendons rien des directions syndicales. À nous de jouer, pas seulement sur la question emblématique des retraites, mais aussi sur tout le reste : le pillage organisé par les riches, la violence sociale, la souffrance au travail. Nous voulons vivre, pas survivre, et c'est le moment de le faire savoir.

¥ LE SAVIEZ-VOUS ? DES DIZAINES DE MILLIONS DE PERSONNES « EN COLÈRE » EN FRANCE

► Il ne reste plus qu'à exprimer cette colère dans la rue, pour changer l'histoire

« Les Français sont globalement mécontents », indiquait un représentant de l'institut de sondage Ipsos, le 5 janvier sur BFM. Il évoquait le chiffre de « 90% de Français qui se déclarent soit mécontents, soit mécontents et en colère ».

Il faisait référence à une étude réalisée sur 12.000 personnes au début de l'automne, un panel très conséquent et donc plutôt fiable, dans le cadre d'une étude baptisée « fractures françaises ».

Dans le détail, 36% des sondés se disent appartenir à une France très en colère et contestataire et 58% à une France mécontente. Soit 94% des Français mécontents ou en colère ! À part les policiers, les milliardaires, les fascistes et quelques employés de cabinets de conseil, on se demande bien qui se déclare encore « content » de la situation politique française.

L'institut Ipsos explique que « les difficultés en termes de pouvoir d'achat (hausse des prix, salaires, impôts...), la protection de l'environnement (réchauffement climatique, biodiversité, pollution, etc.) et l'avenir du système social (santé, retraites...), sont les trois priorités des Français ».

Pouvoir se loger et se nourrir, avoir une planète vivable, avoir des retraites et un système de santé fonctionnels. Des préoccupations de bon sens, toutes hostiles au capitalisme néolibéral et à la politique menée par Macron. Pourtant, les médias nous empoisonnent avec des questions d'insécurité, d'immigration de religion à longueur de journée, qui ne figurent pas dans ces préoccupations.

Mais venons en à la principale leçon de cette étude. Il y a 68 millions de français. 94% de ce nombre, cela représente 64 millions de personnes. Enlevons les mineurs : on peut facilement arrondir à plus de 50 millions. Il suffirait donc qu'une seule personne mécontente sur 10 s'engage pour que toute la situation politique et sociale bascule. 1 seule sur 10 qui descend dans la rue, et cela change l'histoire. 5 millions en manifestation, c'est la fin du macronisme.

Soyons encore moins ambitieux : même si 1% des français mécontents descendaient dans la rue, contre les retraites par exemple, cela ferait déjà des centaines de milliers de personnes ! 500 000 personnes actives, qui bloquent le pays, et le projet de casse des retraites est enterré.

Dans la vie, seuls les actes comptent. En s'y mettant toutes et tous, on peut tout changer, c'est à portée de main. Rester « mécontent » dans son coin, c'est l'échec assuré.

Parlez avec vos amis, organisez-vous, rejoignez les collectifs de votre ville. Toutes les conditions sont réunies. Il ne manque que le passage à l'acte collectif. 2023 sera-t-elle l'année pour y parvenir ?

"RETOURNER AU CONTACT "

"Retourner au contact des français pour défendre son projet". C'est la petite phrase du jour des communicants de l'Élysée et de Matignon au sujet de la nouvelle réforme des retraites. Elle prévoit de repousser une énième fois l'âge de départ à la retraite. Un projet inique et inégalitaire, d'une violence sociale inouïe pour les plus pauvres.

S'il fallait traduire dans la vie réelle ce que représentent les propos de cette petite clique ministérielle macroniste, il faudrait plutôt annoncer ceci : "Le gouvernement se dit prêt à envoyer les forces de répression au contact des opposant-es afin de défendre sa réforme anti-sociale"

Les questions que nous devons nous poser dans les prochaines semaines sont les suivantes : céderons nous à la menace et aux violences d'Etat ? Laisserons nous manoeuvrer encore longtemps ce gouvernement jusqu'à ce qu'il saccage le reste de nos droits sociaux ? Laisserons nous les patrons piétiner notre dignité éternellement ? Ou rentrerons nous dans un cycle d'agitation généralisée, de grève et de blocage massifs qui fera tomber les puissants et le vieux monde qu'ils défendent ?

L'avenir nous le dira.

(posts via Contre Attaque)

Divers

- [Retraites : que répondre à cette déclaration de guerre sociale ?](#) - C'est officiel, la mesure phare de la réforme des retraites est le recul de l'âge de départ de 62 à 64 ans - pour commencer. Ce n'est rien d'autre qu'une déclaration de guerre sociale. Celle que la bourgeoisie fait aux classes laborieuses depuis son origine, et la poursuite d'un plan de liquidation progressive des droits sociaux arrachés par nos anciens tout au long du siècle dernier. Mais c'est aussi l'occasion pour nous de répliquer, de faire mordre la poussière à cette classe et son leader, le président Macron qui poursuit cet objectif politique par égo et volonté d'aller jusqu'au bout de ce qu'il a promis à son entourage et la frange la plus égoïste de son électorat.

Post-scriptum :

- ▶ [19 janvier : Journée de grève et de manifestation suite à la contre réforme des retraites](#)